NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Grosses tensions entre l'Arménie et la Hongrie après l'extradition du meurtrier Safarov

Des centaines d'Arméniens étaient réunis, ce samedi matin 1er septembre, devant le consulat de Hongrie à Erevan, pour bombarder le bâtiment d'œufs et de tomates et brûler un drapeau hongrois. La raison de leur colère : l'extradition d'un soldat azerbaïdjanais, condamné en Hongrie à la prison à vie pour avoir décapité un soldat arménien, puis gracié dès son arrivée dans son pays.



« L'Azerbaïdjan et la Hongrie ont ouvert la voie pour que ces crimes se répètent ». De fureur, le président arménien Serge Sarkissian a suspendu immédiatement les liens diplomatiques avec la Hongrie, qui a beau répéter que l'Azerbaïdjan lui avait promis de ne pas toucher à la sentence prononcée à Budapest, à savoir la perpétuité. Désormais, le mal est fait : le condamné, Ramil Safarov, a été gracié par le président azerbaïdjanais dès son arrivée dans le pays.

Le Nagorny-Karabagh en toile de fond

En 2004, Ramil Safarov est âgé de 35 ans. Il profite des cours d'anglais dispensés par l'Otan à Budapest pour tuer à coups de hache, et pendant son sommeil, l'officier arménien Gurgen Margarian. Lors de son procès, il explique que c'est la guerre du Nagorny-Karabagh (Haut-Karabagh) qui a motivé son geste, amenant le président arménien à parler d'un crime « ethnique ». Le Nagorny-Karabagh est cette enclave pour laquelle les deux ex-républiques soviétiques se sont affrontées dans un conflit qui a fait 30 000 morts au début des années 1990.

De son côté, la Hongrie tente d'expliquer l'extradition de Ramil Safarov en mettant en avant les lois internationales sur le transfert des prisonniers. Mais la presse hongroise y voit plutôt la main du Premier ministre Viktor Orban et son plan d'expansion économique vers l'Est. Un parti d'opposition a même appelé à la démission du ministre de la Justice, affirmant que le gouvernement avait « vendu l'honneur de la Hongrie dans l'espoir d'un prêt azéri ».

Sources :



Climat tendu entre la Hongrie et l'Arménie après l'extradition d'un criminel vers l'Azerbaïdjan